

## **A propos du rapport du Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance-maladie Luc Stahl, syndiqué CGT dans une collectivité locale**

Aucun des travers à la mode ne nous a été épargné !

Ainsi le couplet catastrophiste habituel a été convoqué sur l'hôtel de la pensée unique : « le déficit est incontrôlé » alors que les causes de celui ci ne sont pas évoquées dans leur plénitude..... « jamais il n'a paru aussi indispensable, urgent et ardu d'en préserver l'avenir », de la Sécu ? On peut en douter !

On constate en effet que les dépenses de santé progressent annuellement 2% plus vite que le PIB depuis 40 ans (elles représentent donc 8,9% du PIB en 2002 contre 3,5% en 1960), pour aussitôt proclamer sans détour que cela ne peut plus continuer ( se soigner sera donc le luxe des nouveaux riches !)

La Sécu butte à son tour sur la rengaine des Prélèvements Obligatoires qui seraient aliénants et sur la dette (sociale, même pas économique !) qui serait immorale, rien moins ! alors que la rente financière est sans doute la juste rémunération du sacrifice du créancier.

Au passage rien des modalités des prélèvements obligatoires - comme si prendre à Paul ou à Jacques était indifférent ( pour ceux qui n'oublent pas que même entre des égaux, certains le sont davantage que d'autres).

Pas davantage de regard critique quant aux causes du déficit qui ont gonflé la dette – comme si les exonérations fiscales et sociales n'avaient pas justement un coût ! social au demeurant ! Les cadeaux aux riches n'ont ils pas pour contrepartie la précarité organisée ( la hausse de la part des profits dans la valeur ajoutée financée par la baisse concomitante de celle des salaires n'est pas un facteur d'enrichissement sans cause du pointeur aux Assedics).

L'absence d'une analyse critique de la situation conduit évidemment à un constat consensuel mou mais annoncer froidement que l'avenir de la Sécu , c'est 66 Milliards d'euros de déficit annuel en 2020 qui imposerait un doublement de la CSG sert de caution gestionnaire à une mise bas de tout principe de redistribution sociale ! Cet éternel taux de prélèvement obligatoire ( rappelons sans rire que Giscard affolait le bourgeois en annonçant le socialisme dès le taux de 40% obtenu !) n'est jamais que le degré de socialisation que choisit de se donner une société.

En face des impôts et des charges ( honni soit qui y pense !) constamment décriés (c'est d'autant plus facile qu'individuellement on en paye toujours trop) , il y a des services, des allocations et pas d'abord des salaires et des pensions versés à des fainéants. A moins que pour certains le temps des gueux et des ci devant soit de retour ! Veut on faire croire que les malades sont des irresponsables qui dépensent sans réfléchir, alors que des experts en expertise s'égosillent à nous démontrer que la santé est un droit qui s'échange ....comme tout autre bien ! Les mêmes experts, responsables sans doute de la survie de l'économie avancent des pistes indolores pour les entreprises , car la CSG ne toucherait pas ces dernières !

Quant aux économies de gestion à réaliser, véritable tarte à la crème qui ressemble à s'y méprendre à un slogan du genre « le privé gère mieux », qui n'y souscrirait pas à priori....mais dans le détail ? On peut légitimement s'interroger sur les attendus de l'impasse financière actuelle :

- la baisse des recettes a été volontairement mise sur le cénacle de la modernité. Au bénéfice de l'assuré ? Il n'a pourtant pas bénéficié d'exonérations de cotisations sociales !
- les emplois non créés, et ceux supprimés du fait d'une intensification de la logique de la mondialisation et de l'absence assumée et revendiquée d'une relance européenne , témoignent de la nécessité de ne pas tomber dans la gestion du fait accompli de l'inéluctabilité des contre-réformes qui ne seraient même pas discutables....on ne parle évidemment pas de les négocier, mais de dialogue....social ?
- l'opinion, appelée au secours sous l'excuse de l'urgence, sert d'alibi médiatique à grand renfort de sondages aux solutions toutes faites de quelques experts de la table ronde économique. Ce n'est certainement pas la même opinion que celle qui défilait au Printemps dernier pour sauver la peau de chagrin annoncée des retraites ! Ce n'est pas davantage celle qui est promise à l'abolition programmée du statut de chômeur de fin de droit – libéralement remplacée par un RMA, véritable autoroute qui mène au paradis de la libre entreprise ! Cette opinion autrefois jugée silencieuse, certains trouvent à présent plus commode d'en débrider les ardeurs pour promouvoir un marketing bien pensant !
- Le boulevard du plein emploi du taux de profit ne fait pas l'affaire des oubliés des « restructurations compétitives »
- Les salaires congelés dans les oubliettes du libéralisme qui se croit triomphant sont l'opium des octroyeurs de dividendes , des encenseurs de fusion-acquisition – véritable veau d'or des temps ...modernes ?